



PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE

Préfecture de la Nièvre
Secrétariat Général

Direction du pilotage interministériel

Pôle environnement et guichet unique ICPE

58-2019-07-02-001

ARRÊTÉ

portant mise en demeure à la société SOSEMAT
de respecter les dispositions prévues à certains articles
de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013-101-0004 du 11 avril 2013
pour l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires
sur le territoire de la commune d'ENTRAINS-SUR-NOHAIN

LA PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L. 512-20, et L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013-101-0004 du 11 avril 2013 délivré au bénéfice de la société SOSEMAT pour l'exploitation d'une carrière de pierres calcaires sur le territoire de la commune d'ENTRAINS-SUR-NOHAIN, aux lieu-dits « Grande Pièce des Montpauroux » et « Bois des Montpauroux », qui concerne notamment la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur de l'environnement transmis par courrier et reçu par l'exploitant le 27 mai 2019, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier du 7 juin 2019 à la transmission du rapport susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2013 susvisé prescrit :
« Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant... » ;
- CONSIDÉRANT** que l'article 1.8.1 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2013 susvisé prescrit : *« Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance de la Préfète avec tous les éléments d'appréciation » ;*

CONSIDÉRANT que l'article 2.3.7.1 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2013 susvisé prescrit : « *L'exploitant met en place les aménagements paysagers suivants, permettant de diminuer les impacts visuels sur les habitations riveraines :*

- *en limite sud-est : réalisation d'un merlon en bordure sud-est. L'intégration de ce merlon doit être favorisée par un travail de son modelé et par des plantations.*
- *[...]*
- *Les haies et merlons sont réalisés de façon progressive au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation,[...] ; le merlon est achevé dans son intégralité au bout de 2 ans et demi. » ;*

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 25 mars 2019, l'Inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté :

- que la réalisation et l'aménagement du merlon en limite sud-est du site n'est pas conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2013 susvisé,
- que le merlon sud-est a été prolongé en direction de la limite nord-est du site, sur une hauteur avoisinant 8 mètres, sans information préalable de Mme la Préfète de la Nièvre,
- que les plantations ne sont pas terminées et ne répondent pas aux engagements pris par l'exploitant dans les différents dossiers déposés en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles n° 1.3, 1.8.1 et 2.3.7.1 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2013 susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société SOSEMAT de respecter les prescriptions des articles n° 1.3, 1.8.1 et 2.3.7.1 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2013 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la société SOSEMAT a porté à la connaissance de Mme la Préfète de la Nièvre, le 14 juin 2019, la prolongation du merlon sud-est en direction de la limite nord-est du site ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 – OBJET

La société SOSEMAT, exploitant une carrière de roches calcaires sise aux lieux-dits « Grande Pièce des Montpauroux » et « Bois des Montpauroux » sur la commune d'ENTRAINS-SUR-NOHAIN, est mise en demeure à compter de la notification du présent arrêté :

- de respecter, dans un délai de 9 mois, les prescriptions prévues à l'article 2.3.7.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 avril 2013 susvisé pour l'aménagement du merlon sud-est et les plantations, en se conformant aux engagements pris tant dans l'étude paysagère -version novembre 2011- que dans l'étude faunistique et floristique -version novembre 2011- produites dans le cadre de la demande d'ouverture de la-dite carrière d'ENTRAINS-SUR-NOHAIN.

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 – EXÉCUTION

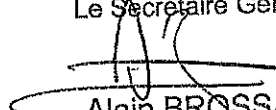
- M. le Secrétaire général de la Préfecture de la Nièvre,
- M. le Sous-Préfet de COSNE-COURS-SUR-LOIRE,
- M. le Sous-Préfet de CLAMECY par intérim,
- M. le Maire d'ENTRAINS-SUR-NOHAIN,
- M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Nièvre, dont une copie sera notifiée à M. le Directeur de la société SOSEMAT et dont l'original sera transmis à M. le Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **2** **JUIL.** 2019

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général


Alain BROSSAIS

